

Pas de grève, léger progrès vers un rétablissement de la paix sociale à l'Office européen des brevets

Kluwer Patent blogger/24 juin 2019 /Déposer un commentaire

Une grève à l'OEB, qui devait avoir lieu pendant la réunion du Conseil d'administration à Munich en fin de semaine, a été annulée.

Le syndicat de l'OEB, l'USOEB (SUEPO), avait lancé un appel à la grève, qui aurait été la première grève depuis l'entrée en fonction de M. Campinos l'an dernier, « après une réunion plutôt décevante avec le Président le 16 mai ». Mais, selon l'USOEB, « l'appel à la grève, et sans doute également la **lettre de la FICSA**, ainsi que la **résolution adoptée à l'unanimité lors du récent congrès de l'USF**, semblent avoir donné à réfléchir aux membres de la haute direction. »



Lors d'une réunion avec le Comité central du personnel (CSC) et la direction fédérale de l'USOEB qui s'est tenue le 3 juin, le Président « a fait preuve de compréhension sur plusieurs points », selon une déclaration de l'USOEB. « Cela s'est traduit par quelques engagements concrets et un progrès limité. » L'USOEB ajoute : « La direction fédérale de l'USOEB préférant négocier, s'asseoir autour d'une table afin de parvenir à des solutions solides et négociées, ces efforts, bien que très modestes, ont conduit la délégation de l'USOEB à accepter de proposer aux assemblées générales sur les différents sites de renoncer à la grève (pour le moment). »

L'USOEB a donné « un bref aperçu des engagements/déclarations de M. Campinos sur chacun des points mentionnés dans l'appel à la grève, indépendamment de la façon dont nous les percevons effectivement (c'est-à-dire positifs, insuffisants ou négatifs) » :

1. Règlement équitable pour tous les dirigeants de l'USOEB et représentants du personnel sanctionnés abusivement par l'administration Battistelli ➤ Le Président souhaite mettre en place une nouvelle approche (apparemment, en faisant appel à un médiateur extérieur), en traitant en priorité les cas non résolus. Aucun engagement n'a été pris concernant la prise en compte du statu quo ante ou de la nécessité de trouver une solution urgente.
2. Évaluations équitables, au lieu de sous-évaluer artificiellement des centaines de collègues avec l'appréciation « bien en dessous des attentes » ➤ Un communiqué a été publié pour rassurer le personnel sur le fait que l'appréciation « bien en dessous des attentes » ne déclenche pas automatiquement une procédure pour insuffisance professionnelle, qui reste une procédure tout à fait exceptionnelle. En outre, l'engagement est pris de poursuivre les réunions et négociations avec le Comité central du personnel et l'USOEB en vue de parvenir à des règles claires concernant l'application de l'article 52 du statut des fonctionnaires.
3. Respect du personnel au lieu de menaces de procédures pour insuffisance professionnelle ➤ Voir ci-dessus + une réunion dédiée avec le VP1 sera organisée et consacrée à spécialement à la pression de production et à l'amélioration continue de la qualité.
4. Évolution de carrière équitable pour chacun, aucun caractère arbitraire dans l'encadrement ➤ Notre proposition d'aligner l'enveloppe prévue au budget 2019 pour les primes prises en compte

pour la retraite figurant dans les Lignes directrices des primes (10,8 millions d'euros) sur celle de 12,8 millions d'euros figurant dans CA/D 1/181 ne sera pas appliquée. Pour l'année prochaine, l'enveloppe des primes sera réévaluée. ➤ Le Président a indiqué qu'à compter de l'année prochaine la présence de représentants du personnel à la commission d'harmonisation ne devrait plus être taboue. ➤ Mise en place de mesures transitoires entre les ancien et nouveau systèmes de carrière : la représentation du personnel a été invitée à mettre sur la table une proposition écrite.

5. Gestion orientée vers les personnes, au lieu d'une gestion par la peur ➤ Confirmation par le Président que, contrairement à ce qui s'est passé dans le domaine informatique (désormais « BIT »), il n'y aura pas changement de direction des RH 2 (...) ➤ Le Président va étudier si les questions relatives au personnel ne devraient pas figurer en meilleure place dans son Plan stratégique.
6. Évaluation loyale de la situation financière de l'OEB, pas de réforme des retraites basée sur une étude gravement biaisée ➤ Le Président a pris publiquement l'engagement de ne pas piéger le personnel par le lancement soudain d'une réforme des retraites si une telle réforme devait être nécessaire. (...)
7. Des procédures d'ajustement des salaires et des pensions équitables pour les années à venir, sans érosion du pouvoir d'achat ➤ Le Président a déclaré que toute méthode future de fixation des salaires devra protéger le personnel et les retraités contre l'inflation. (...)

Lettre de l'USOEB au Président de l'OEB et au Conseil d'administration



Dans une lettre que l'USOEB a envoyée la semaine dernière au Président Campinos, avec copie à toutes les délégations du Conseil d'administration, l'USOEB avertit que les tensions sociales sont loin d'être terminées et exprime sa préoccupation à l'égard du fait que M. Campinos s'est félicité des résultats « majeurs » obtenus, alors qu'il s'agit, « à notre avis, uniquement d'un petit nombre de mesures relativement mineures dans le sens du nécessaire rétablissement de la primauté du droit à l'OEB. Ces mesures constituent simplement le début d'un long processus et sont loin d'être suffisantes pour restaurer la paix sociale après des années de violations massives des droits du personnel sous M. Battistelli. »

Dans cette lettre, l'USOEB critique aussi la manière dont M. Campinos s'est exprimé à propos des dossiers non résolus des représentants du syndicat et du personnel qui ont été sanctionnés. Bien que le Tribunal administratif de l'OIT **ait annulé l'an dernier les décisions de licenciement et de rétrogradation de trois dirigeants de l'USOEB** par l'ancien Président de l'OEB M. Battistelli, cela n'a pas conduit M. Campinos à prendre des mesures rapides dans des cas contestables similaires : « Vous avez écrit : « [L]'Office ne peut pas accepter un règlement à n'importe quelles conditions, surtout si les demandes comportent des demandes d'indemnisation financière excessivement élevées ». (sic) » Selon l'USOEB, « [c]ette déclaration est profondément fallacieuse. Les personnes concernées ne demandent que ce qui leur est dû afin de rétablir le statu quo ante, rien de plus ! Ce qui leur est dû peut, certes, être substantiel, mais ce n'est en aucune façon excessif. »

Le Président de l'OEB António Campinos est entré en fonction en juillet 2018 et il a déclaré **qu'être à l'écoute du personnel** serait une de ses principales priorités. Nombreux sont ceux qui ont été déçus de constater que cela ne s'est pas traduit par des changements importants, ni par un meilleur climat social. Une **enquête interne récente** a montré que le personnel de l'OEB a une opinion très négative sur l'efficacité de la direction, peu de confiance dans les décisions de la haute direction et qu'il se plaint d'un manque de clarté sur les orientations. Alarmant et inquiétant également : seuls 39 % des membres du personnel estiment être traités avec respect.

On ne sait pas très bien si la désastreuse enquête auprès du personnel de l'OEB, la situation des représentants du personnel licenciés et/ou les tensions sociales, plus généralement, seront abordées lors de

la session du Conseil d'administration des 26 et 27 juin à Munich. Dans le passé, le Conseil d'administration a souvent été critiqué pour son manque de contrôle sur la politique et les actes du Président.